



Image : iStock

GUERRE TARIFAIRE, ALLIANCE EUROPÉENNE ET AUTRES ENJEUX

La fin du statu quo?

Le statu quo en matière de commerce mondial et d'alliances économiques des 40 dernières années s'effrite. La guerre tarifaire entre Washington et Ottawa n'est qu'un signe parmi tant d'autres d'une profonde réorganisation. Depuis l'avènement du néolibéralisme, les alliances anciennes s'écroulent et de nouvelles se négocient alors que l'intelligence artificielle (IA) transforme rapidement la production. Pour les travailleuses et travailleurs québécois, cette transformation n'a rien d'abstrait. Elle aura des effets concrets sur l'économie québécoise et, par ricochet, sur leur quotidien.

Face à cette incertitude, il importe de poser un regard lucide sur la situation afin de se préparer à ce qui s'en vient, à court comme à moyen terme. Ce *Coup d'œil économique* tracera donc un portrait de la réalité économique mondiale, canadienne et québécoise pour éclairer les travailleuses et travailleurs sur le contexte dans lequel il faudra naviguer dans les mois et les années à venir.

Économie mondiale : crise énergétique et boom de l'IA

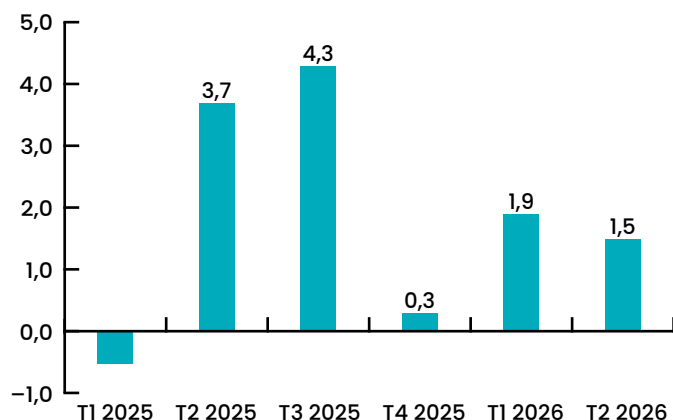
Sur le plan mondial, le conflit entre les États-Unis et l'Iran perturbe la chaîne d'approvisionnement du pétrole. Depuis février 2026, en réponse aux attaques des États-Unis, l'Iran a fermé l'accès au détroit d'Ormuz, un point d'étranglement stratégique par lequel transite environ 20 % du pétrole mondial.

Les répercussions sur le prix de l'essence sont visibles à l'œil nu et se font ressentir dans le portefeuille de tout un chacun. Sur les marchés mondiaux, le prix du baril de Brent était à plus de 120 dollars US à la fin d'avril 2026 et se maintenait bien au-dessus de 100 dollars US à la fin de septembre 2026. À titre de référence, il aurait été autour de 70 dollars US sans cette crise. À la pompe, le litre a franchi en septembre dernier le seuil symbolique de 2 dollars dans certaines régions du Québec, tandis qu'aux États-Unis, le gallon oscille entre 3,50 dollars et 4 dollars US, selon la localité.

Le choc énergétique pèse ainsi lourdement sur les pays importateurs d'énergie et sur les économies vulnérables. Pourtant, le Fonds monétaire international (FMI) maintient ses prévisions de croissance économique mondiale de 3 % pour 2026 et de 3,4 % pour 2027, inchangées depuis avril 2026¹. Cette croissance est modeste, mais stable.

Cependant, comment expliquer que la crise énergétique causée par le blocage du détroit d'Ormuz ne tire pas davantage la croissance mondiale vers le bas? Cela s'explique en grande partie par le boom de l'IA, qui stimule la croissance économique de pays bien intégrés à la chaîne de valeur mondiale des technologies, comme les États-Unis, la Chine et la Corée du Sud. La construction massive de centres de données nécessaires à l'IA contribue à la croissance de ces économies. Reste à voir si cette croissance tirée vers le haut par l'IA n'est pas une bulle susceptible d'éclater.

FIGURE 1 CROISSANCE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) AUX ÉTATS-UNIS, TRIMESTRE 1 (T1) 2025 À TRIMESTRE 2 (T2) 2026 (%)



Source : BUREAU OF ECONOMIC ANALYSIS (2026). *GDP (Second Estimate) and Corporate Profits, 2nd Quarter 2026*, [En ligne], version mise à jour le 26 août 2026 [<https://www.bea.gov/news/2026/gdp-second-estimate-and-corporate-profits-2nd-quarter-2026>].

Le soutien de l'IA ne suffit toutefois pas à pallier la croissance modeste des États-Unis. Au deuxième trimestre de 2026, celle-ci s'élevait à 1,5 %, soit en deçà du seuil minimal recherché. La croissance serait encore plus faible sans la contribution du boom de l'IA. Les données sur l'emploi sont, en revanche, positives, avec un taux de chômage de 4,1 % en août 2026 et 163 000 emplois créés; le marché du travail aux États-Unis paraît dynamique.

Ces chiffres demandent cependant de la prudence. On se souviendra qu'en 2025, le président Donald Trump a ordonné le renvoi d'Erika McEntarfer, directrice du *Bureau of Labor Statistics* (BLS), après la publication de chiffres d'emploi décevants. Il avait accusé les données d'être « truquées » ou « manipulées », sans toutefois fournir de preuve, politisant ainsi une institution de statistiques qui devrait être, par définition, apolitique. Les chiffres du BLS du mois d'août 2026 peuvent être exacts, mais la crédibilité institutionnelle du BLS a été compromise.

Le Québec et le Canada dans un monde en transition

L'escalade de la guerre tarifaire entre le Canada et les États-Unis, à la suite de l'échec des négociations commerciales en août 2026, a mené à des droits de douane de 50 % sur toute une série de produits canadiens. Ottawa a riposté quelques semaines plus tard en instaurant ses propres droits de douane. Tout ceci risque d'exposer plusieurs secteurs clés du Québec à des conséquences négatives, notamment ceux de l'agriculture, des produits laitiers, des pâtes et papiers ainsi que de l'aluminium. Les exportations canadiennes sont aussi menacées, puisque 73 % d'entre elles sont destinées à nos voisins du Sud. Cette baisse de revenus prévisible pourrait réduire la marge de manœuvre budgétaire consacrée aux services publics.

En septembre 2026, le Canada, qui cherche désormais à diversifier ses partenariats économiques pour réduire sa dépendance envers les États-Unis, s'est rapproché de l'Union européenne (UE). À la mi-septembre, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a proposé de faire du Canada un « membre associé » de l'UE, une offre que le premier ministre canadien Mark Carney a acceptée au Parlement européen, à Strasbourg. Il ne s'agit pas d'une adhésion à part entière, réservée aux États européens, mais plutôt d'un lien supérieur à un simple partenariat, qualifié de « tout sauf les institutions ». Les détails de cette entente restent à venir.

Dans tous les cas, ce partenariat apportera son lot de défis et d'occasions pour le Québec et pour le Canada. D'abord, l'euro vaut nettement plus que le dollar canadien. À moins de changements importants dans l'entente, ce déséquilibre du pouvoir

¹ INTERNATIONAL MONETARY FUND (2026). *Global Economy in Crosscurrents of War and Technology - World Economic Outlook Growth Projections*, [En ligne], version mise à jour en juillet 2026. [<https://www.imf.org/en/publications/weo/issues/2026/07/08/world-economic-outlook-update-july-2026>].

d'achat facilitera les exportations du Québec et du Canada vers l'Europe et ouvrira de nouveaux marchés pour les produits d'ici. En contrepartie, les importations européennes vers le Québec et le Canada nous coûteront plus cher. Pour une entreprise canadienne qui souhaite moderniser ses équipements avec de la technologie européenne, c'est un frein à l'investissement productif.

Dans le contexte actuel, les normes en matière de droit social au Québec et au Canada sont davantage collées sur celles des États-Unis. Tout dépendra, encore une fois, des détails du partenariat avec l'UE, mais il se pourrait qu'il exige une harmonisation des normes canadiennes avec les normes européennes. Le cas échéant, ce serait une excellente nouvelle pour les travailleuses et travailleurs de la belle province, puisque l'UE applique des normes environnementales plus strictes et offre une meilleure protection des droits sociaux et du travail que les États-Unis.

Portrait actuel de l'économie québécoise et canadienne

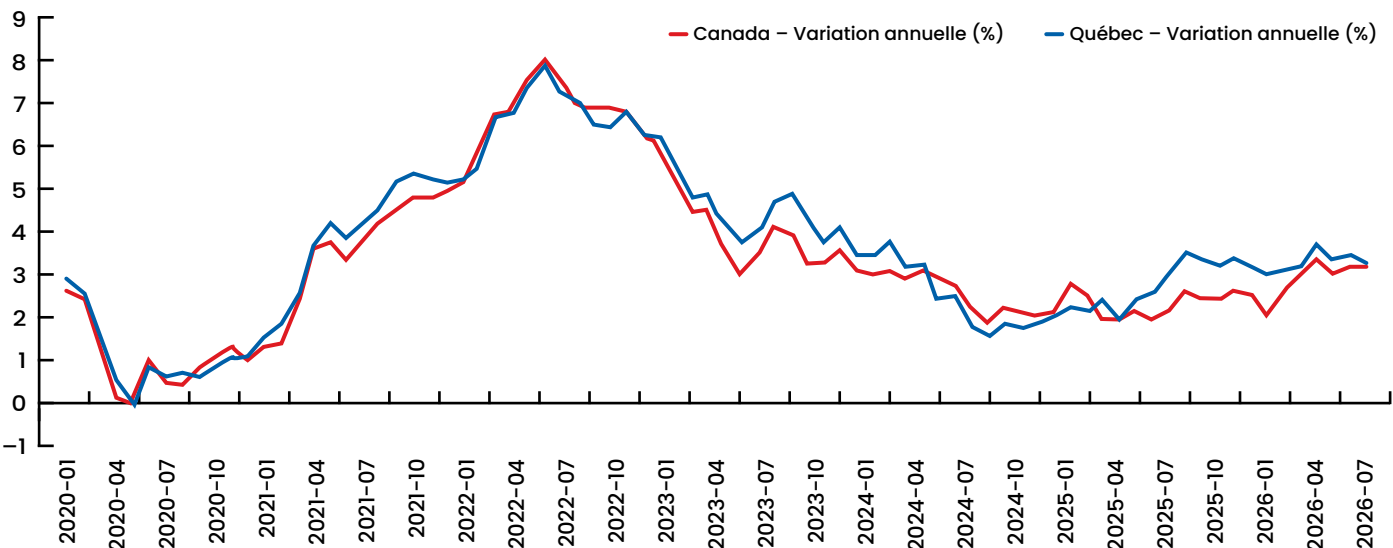
Un moment de transition s'accompagne forcément de défis. En termes de croissance économique, celle du produit intérieur brut (PIB) du premier et du second trimestre au Québec a été plutôt faible : 0,4 % et 0,2 %. Il en va de même pour le Canada : 0,1 % et 0,8 %. La hausse des dépenses des ménages a elle aussi été faible, ce qui s'explique par la prudence des Québécoises et Québécois devant l'incertitude économique actuelle.

Cette croissance famélique devient inquiétante lorsqu'on la met en parallèle avec les tendances de l'inflation. En juillet, le taux de l'Indice des prix à la consommation (IPC) affichait 3,1 % au Québec et 3 % au Canada. À lui seul, le prix de l'essence a bondi de 21,4 % en juillet 2026 et compte pour une part importante de ces 3,1 %. Cette augmentation affecte directement le panier d'épicerie (transport des aliments) et le coût de déplacement des travailleuses et travailleurs. Avec une croissance faible et le spectre d'une surinflation qui menace de revenir nous hanter, la thèse d'une possible stagflation doit être prise au sérieux.

Rappelons que la stagflation est un phénomène économique où une faible croissance économique se combine à une forte inflation. Dans un tel contexte, il y a peu de création d'emplois alors que les prix augmentent rapidement. Résultat : les revenus stagnent face à des prix en hausse, ce qui se traduit par une perte du pouvoir d'achat pour les travailleuses et travailleurs.

Un élément pourrait toutefois changer la donne : le taux de chômage. En août 2026, il s'établissait à 5,6 %. Depuis janvier 2025, il oscille, mois après mois, entre 5,2 % et 6,2 %. Comme on considère qu'un taux d'environ 5 % correspond au plein emploi, on peut affirmer que le taux de chômage tend à être bas, ce qui place le marché du travail davantage dans le sens du travail que celui du capital. En contexte de négociation, ce faible taux de chômage avantage les travailleuses et travailleurs syndiqués, car les employeurs doivent se faire concurrence pour embaucher une main-d'œuvre rare.

TABEAU I ÉVOLUTION DE L'INFLATION AU QUÉBEC ET AU CANADA, VARIATION ANNUELLE DE L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION (IPC), 2020 À 2026



Source : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2026). Indice des prix à la consommation (IPC), indice d'ensemble, Canada, Québec, RMR de Montréal et RMR de Québec, données mensuelles non désaisonnalisées (2002=100), [En ligne], version mise à jour le 15 septembre 2026. [statistique.quebec.ca/fr/produit/tableau/3877].



Des défis à l'horizon, des atouts à faire valoir

Finalement, le portrait qui émerge est complexe. Le Québec fait face à une transition majeure marquée par une croissance anémique et une inflation qui repart à la hausse, dans un monde où des alliances tombent et d'autres se redessinent. La stagflation n'est plus qu'une simple théorie abstraite, mais bien une possibilité concrète.

Un élément joue toutefois en faveur du travail : le marché de l'emploi reste serré. Dans une salle de négociation, cela signifie une chose simple : les employeurs ont besoin de leurs travailleuses et travailleurs.

Il demeure néanmoins que certains défis pourraient surgir avec cette instabilité tant économique que géopolitique. Et il y a justement quelque chose de crucial à comprendre : les services publics ne sont pas des dépenses supplémentaires qu'on se paie quand tout va bien. Ce sont les amortisseurs qui empêchent l'économie de basculer quand le privé ne peut plus tenir le coup. L'éducation, la santé, les transports publics, les services sociaux...; ces secteurs demeurent stables et accessibles même quand le marché s'agite et que l'inflation grimpe.

Pour les travailleuses et travailleurs, cette période n'est ni catastrophique ni prospère. C'est un temps d'équilibre précaire. C'est précisément le moment où l'action syndicale et la défense des services publics sont les plus nécessaires pour l'intérêt commun.



Centrale des syndicats
du Québec

lacsq.org